

lation et non par l'assimilation que les citoyens du Canada—de races, d'origines, de langues et de traditions différentes—serviront le mieux les intérêts de leur pays.

Il est agréable de constater que le Gouvernement se départit peu à peu des restrictions que la guerre l'avait obligé d'imposer dans presque tous les domaines de l'activité économique.

Il suffit de sortir du pays pour comprendre toute la valeur des directives données à la production et à la circulation des biens. Le Canada a pu éviter ainsi une ascension vertigineuse des prix; il a évité l'inflation et le marasme économique qui pèsent si lourdement sur la population de certains pays. Notre situation économique suscite l'envie de nations beaucoup plus importantes et fait l'admiration du monde entier.

Si ces mesures étaient nécessaires en temps de guerre, s'il incombe encore au Gouvernement de restreindre la circulation de produits encore rares, il est toutefois incontestable que toutes ces mesures doivent rester des mesures d'exception et être abolies au fur et à mesure que les conditions redeviennent normales.

Il est fort agréable de constater que c'est là la politique que le Gouvernement se propose de suivre. Les restrictions doivent disparaître le plus tôt possible. La bureaucratie, efficace et nécessaire pendant cette période difficile, doit faire place à l'initiative des citoyens. C'est la politique que nous annoncent les discours du trône. Elle est véritablement libérale et la population en saura gré au Gouvernement.

Je n'ai aucun doute que le Gouvernement allégera bientôt le fardeau encore trop lourd des impôts. Les canadiens ont volontairement et sans récrimination supporté les lourds sacrifices d'ordre pécuniaire que la guerre leur a imposés. Le rapatriement, le maintien et l'aide substantielle que nous devons accorder aux vétérans imposent des sacrifices que tous acceptent généreusement. Les mesures de sécurité sociale dont le pays avait tant besoin nécessitent un budget imposant. Je suis tout de même confiant que le Gouvernement pourra apporter des réductions substantielles dans tous les domaines, qu'il fera un effort sérieux pour redonner aux obligations familiales la préséance qui leur revient et qu'il pourra aussi alléger le fardeau des plus fortunés afin de promouvoir cette ambition légitime et nécessaire qui seule permettra, à chacun dans sa sphère particulière, de donner son maximum d'efforts.

Il y a déjà plusieurs années que les gouvernements de tous les pays ont abandonné la doctrine du libéralisme économique ou capitalisme intégral, où le jeu de la concurren-

ce était à la base même de l'économie. Les systèmes qu'il est possible d'adopter ne sont pas très nombreux. Certains pays sont passés du capitalisme intégral à la socialisation ou étatisation de tous les biens. L'Etat est devenu le maître absolu de tout et de tous. Les habitants de ces pays, depuis les plus puissants jusqu'aux plus humbles, ont vu leur liberté individuelle totalement sacrifiée à l'idéal de certains groupes politiques. Ils ne sont devenus que des pièces dans la machinerie de l'Etat. L'éducation, la culture, la littérature et les arts ne reçoivent que l'impulsion utile à la politique des chefs du pays. L'initiative privée est sabotée et les traditions sont mises de côté. En religion, l'Etat devient le veau d'or devant lequel tous et chacun doivent s'incliner.

Voilà les abus qu'ont commis certains chefs d'états maintenant disparus et auxquels sont encore soumises certaines nations qui tentent de les faire accepter par le reste de l'univers. Quelle grande leçon ce serait pour ceux qui critiquent les libertés que nous garantit notre constitution s'ils étaient, même temporairement, soumis aux exigences de ces groupements totalitaires. Le malheur d'un trop grand nombre rend seul possible l'établissement de tels systèmes. Les exagérations du libéralisme économique avaient incité les masses à choisir des systèmes politiques qui leur semblaient une amélioration.

D'autres dirigeants,—et ce sont les nôtres,—ont plutôt cherché à corriger cette situation de façon à améliorer le sort du plus grand nombre et à laisser à tous cette mesure de liberté sans laquelle aucun peuple ne peut se développer et s'épanouir.

Les mesures de sécurité dont les dirigeants de notre pays ont fait bénéficier le peuple, le soulagement qu'ils ont apporté aux misères qui engendrent la révolte, ont fait apprécier les principes directeurs de notre politique intérieure. Sans doute la perfection n'a pas été atteinte. Il reste des situations à corriger, des maux à guérir. Toutefois notre politique se dirige dans le sens qui permettra à tous les habitants du Canada d'y chercher et d'y trouver une vie heureuse et honorable.

Les pensions de vieillesse, dont le discours du trône annonce un perfectionnement, ont été inaugurées par un gouvernement libéral. C'est la sécurité de la vieillesse.

Les pensions aux aveugles, aux invalides et aux mères nécessiteuses préconisées par des gouvernements libéraux, protègent les individus contre les hasards de la nature.

L'assurance-chômage, instituée aussi par un gouvernement libéral, atténue les fluctuations de l'économie. C'est la sécurité du travail.